



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRANS/WP.30/AC.2/62  
8 août 2001

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Comité de gestion de la Convention TIR de 1975  
(25 et 26 octobre 2001)

**ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA TRENTE ET UNIÈME SESSION  
DU COMITÉ DE GESTION**

**qui s'ouvrira au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 25 octobre 2001 à 10 heures \***

---

\* Dans un souci d'économie, aucun document ne sera disponible en salle de réunion. Les représentants sont priés de bien vouloir se munir de leur exemplaire des documents mentionnés dans le présent ordre du jour provisoire.

Avant la réunion, les documents manquants peuvent être obtenus directement auprès de la Division des transports de la CEE (télécopie : +41-22-917-0039; courrier électronique : martin.magold@unece.org). Les documents peuvent être aussi téléchargés depuis le site Web de TIR ([http://www.unece.org/trans/new\\_tir/welctir](http://www.unece.org/trans/new_tir/welctir)).

Pendant la réunion, les documents manquants peuvent être obtenus auprès de la Section de la distribution des documents (salle C.111, premier étage, Palais des Nations).

Conformément aux procédures d'accréditation applicables à toutes les réunions tenues au Palais des Nations, les représentants sont priés de compléter la formule d'inscription ci-jointe (également disponible sur le site Web de la Division des transports CEE-ONU) et de la retourner, deux semaines au moins avant la session, à la Division des transports CEE-ONU soit par télécopie (+41-22-917-0039), soit par courrier électronique (martin.magold@unece.org). Avant la session, les représentants sont priés de se présenter au Bureau des cartes d'identité de la Section de la sécurité et de la sûreté, installé à la villa Les Feuillantines, 13 avenue de la Paix, Genève (voir plan ci-joint), afin d'obtenir une plaquette d'identité. En cas de difficultés, contacter le secrétariat de la CEE-ONU (91-72453).

1. Adoption de l'ordre du jour TRANS/WP.30/AC.2/62
2. État de la Convention TIR de 1975 TRANS/WP.30/AC.2/2001/15  
ECE/TRANS/17/Amend.20  
TRANS/WP.30/AC.2/59
3. Activités et administration de la Commission de contrôle TIR (TIRExB)
  - a) Activités de la TIRExB
    - i) Rapport du Président de la TIRExB TRANS/WP.30/AC.2/2001/6
    - ii) Exemple d'accords TRANS/WP.30/AC.2/2001/7
    - iii) Introduction de nouveaux formulaires du carnet TIR
    - iv) Numéro d'identification du titulaire d'un carnet TIR et accès à la Banque de données internationale TIR TRANS/WP.30/AC.2/2001/13
    - v) Bureaux de douane agréés pour des opérations TIR TRANS/WP.30/AC.2/2001/12
    - vi) Séminaires et ateliers nationaux et régionaux TIR
    - vii) Renseignements communiqués par le Secrétaire TIR TRANS/WP.30/AC.2/2001/8
  - b) Administration de la TIRExB
    - i) Approbation des comptes de clôture de l'exercice 2000 TRANS/WP.30/AC.2/2001/9  
TRANS/WP.30/AC.2/61
    - ii) Budget de la TIRExB et du secrétariat TIR pour l'exercice 2001 TRANS/WP.30/AC.2/2001/10  
TRANS/WP.30/AC.2/2000/2  
TRANS/WP.30/AC.2/55
    - iii) Projet de budget et plan des dépenses de la TIRExB et du secrétariat TIR pour l'exercice 2002 TRANS/WP.30/AC.2/2001/11  
TRANS/WP.30/AC.2/2000/11

- |     |  |  |
|-----|--|--|
| iv) | Autres sources possibles de financement pour la TIRExB et le secrétariat TIR   | TRANS/WP.30/AC.2/59<br>TRANS/WP.30/AC.2/57                             |
| 4.  | Habilitation à imprimer et à délivrer des carnets TIR en 2002  | TRANS/WP.30/AC.2/57<br>TRANS/WP.30/AC.2/53                             |
| 5.  | Habilitation à conclure un accord entre la CEE-ONU et l'IRU  | TRANS/WP.30/AC.2/2001/11<br>TRANS/WP.30/AC.2/57<br>TRANS/WP.30/AC.2/49 |
| 6.  | Révision de la Convention  |  |
| a)  | Mise en œuvre de la phase I du processus de révision TIR   | ECE/TRANS/17/Amend.19/Rev.1<br>TRANS/WP.30/AC.2/2000/5                 |
| b)  | Propositions d'amendement dans le cadre de la phase II du processus de révision TIR                                  | TRANS/WP.30/AC.2/59  |
| c)  | Préparation de la phase III du processus de révision TIR   | TRANS/WP.30/2001/13<br>TRANS/WP.30/196<br>TRANS/WP.30/AC.2/61          |
| 7.  | Autres propositions d'amendement à la Convention   |  |
| a)  | Projet d'amendement à l'article 26   | TRANS/WP.30/AC.2/2000/14   |
| b)  | Autres propositions d'amendement   |  |
| 8.  | Application de la Convention   |  |
|     | Commentaires adoptés par le Groupe de travail CEE-ONU des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30)     | TRANS/WP.30/196<br>TRANS/WP.30/194                                     |
| 9.  | Manuel TIR   | Publication de la CEE-ONU  |
| 10. | Site Web TIR<br><a href="http://www.unece.org/trans/new_tir/welctir.htm">www.unece.org/trans/new_tir/welctir.htm</a> |  |

11 Questions diverses

a) Dates de la prochaine session

TRANS/WP.30/AC.2/57

TRANS/WP.30/AC.2/53

b) Restrictions à la distribution des documents

12. Adoption du rapport

\* \* \*

Annexes

Annexe 1: Parties contractantes à la Convention TIR de 1975 et pays avec lesquels peut être établie une opération de transit TIR

Annexe 2: Commentaires à intégrer au Manuel TIR

---

## NOTES EXPLICATIVES

La quatre-vingt-dix-neuvième session du Groupe de travail CEE-ONU des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) s'ouvrira le mardi 23 octobre 2001 à 10 heures au Palais des Nations à Genève et se tiendra en même temps que la présente session du Comité administratif, du 23 au 26 octobre 2001. Le Groupe étudiera nombre de questions ayant trait à la révision de la Convention TIR et à son application. Il est donc fortement recommandé aux représentants des Parties contractantes à la Convention TIR de 1975 de participer aussi aux sessions du Groupe de travail CEE-ONU, dont l'ordre du jour et les documents pertinents peuvent être obtenus directement auprès du secrétariat de la CEE-ONU ou téléchargés depuis le site Web TIR (voir p. 1).

\* \* \*

Il est rappelé qu'en application de l'article 6 de l'annexe 8 à la Convention de 1975 «un quorum d'au moins le tiers des États qui sont Parties contractantes est nécessaire pour prendre des décisions». Au 1<sup>er</sup> août 2001, la Convention comptait 63 États Parties contractantes.

### 1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Comité souhaitera peut-être examiner et adopter l'ordre du jour de sa session en cours, tel qu'il a été établi par le secrétariat de la CEE-ONU (TRANS/WP.30/AC.2/62).

### 2. ÉTAT DE LA CONVENTION TIR DE 1975

Le Comité sera informé de la situation en ce qui concerne le champ d'application géographique de la Convention TIR de 1975 et le nombre des Parties contractantes. La liste de ces dernières et des pays avec lesquels une opération TIR peut être établie figure à l'annexe 1 au présent ordre du jour. Les Parties contractantes souhaiteront peut-être en vérifier l'exactitude.

Le 12 février 2001, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait publier les notifications dépositaires ci-après:

#### Notification dépositaire C.N.36.2001.TREATIES-1

Propositions d'amendement adoptées par le Comité de gestion, c'est-à-dire toutes celles établies dans le cadre de la Phase II du processus de révision TIR (TRANS/WP.30/AC.2/59, annexe 3). Ces amendements entreront en vigueur trois mois après expiration d'une période de 12 mois suivant la date d'émission de la notification dépositaire, pendant laquelle aucune objection aux amendements proposés n'aura été soulevée, c'est-à-dire le 12 mai 2002. Aucune objection n'a encore été soulevée.

Les interprétations (commentaires) relatives aux amendements proposés et aux autres dispositions correspondantes de la Convention TIR figurent à l'annexe 5 du document TRANS/WP.30/AC.2/59, telles qu'elles ont été adoptées par le WP.30.

Notification dépositaire C.N.37.2001.TREATIES-2

Propositions d'amendement adoptées par le Comité de gestion, concernant les véhicules et conteneurs à bâches coulissantes et l'article 3 de la Convention (TRANS/WP.30/AC.2/59, annexe 4).

Les amendements relatifs aux véhicules et aux conteneurs à bâches coulissantes sont entrés en vigueur le 12 juin 2001, comme stipulé dans la Notification dépositaire C.N.503.2001.TREATIES-4 datée du 23 mai 2001. Des corrections ont été apportées à ces amendements dans la Notification dépositaire C.N.688.2001.TREATIES-4, datée du 24 juillet 2001. Ces amendements corrigés figurent dans le document ECE/TRANS/17/Amend.20 (disponibles en anglais, en espagnol, en français et en russe). On trouvera dans le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/15-TRANS/WP.30/2001/17 une note explicative établie par le secrétariat et concernant les corrections effectuées.

Les amendements relatifs à l'article 3 de la Convention entreront en vigueur trois mois après expiration d'une période de 12 mois suivant la date d'émission de la Notification dépositaire, pendant laquelle aucune objection n'aura été soulevée à l'égard des amendements proposés, c'est-à-dire le 12 mai 2002. Aucune objection n'a encore été soulevée.

On trouvera sur le site Web de la CEE-ONU ([www.unece.org/trans/new\\_tir/welctir.htm](http://www.unece.org/trans/new_tir/welctir.htm)), sous les rubriques «News» et «Legal Instruments – Depositary Notifications», des informations détaillées sur l'état de la Convention ainsi que sur les diverses notifications dépositaires.

### **3. ACTIVITÉS ET ADMINISTRATION DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE TIR (TIRExB)**

#### **a) Activités de la TIRExB**

##### **i) Rapport du Président de la TIRExB**

Conformément au paragraphe 4 de l'article 11 de l'annexe 8 à la Convention, la TIRExB fait rapport sur ses activités au moins une fois par an ou à la demande du Comité de gestion.

À la suite de la décision prise par le Comité de gestion à sa vingt-septième session (TRANS/WP.30/AC.2/55, par. 14 et 15), selon laquelle la TIRExB doit rendre compte de ses activités à chacune de ses sessions et qu'il faudrait faire en sorte que toutes les Parties contractantes disposent au moins des rapports des sessions de la TIRExB, si possible dans les trois langues de travail du Comité de gestion, le secrétariat de la CEE-ONU a reproduit les rapports de la TIRExB sur ses huitième, neuvième et dixième sessions, tenues en janvier, février et mai/juin 2001, respectivement. Ces rapports sont soumis au Comité de gestion pour information et approbation (TRANS/WP.30/AC.2/2001/6).

D'autres informations sur les activités récentes de la TIRExB seront données par le Président de cet organe au cours de la session.

Le Comité de gestion voudra peut-être examiner ces rapports ainsi que les compléments d'information et donner des directives sur les activités futures et les domaines d'action prioritaires de la TIRExB.

**ii) Exemple d'accords**

À sa dixième session, la TIRExB a mené à bien ses travaux sur des accords types concernant a) l'habilitation des associations nationales, accordée unilatéralement par les autorités compétentes, et b) l'accord écrit ou tout autre instrument juridique visé au paragraphe 1 e) de la première partie de l'annexe 9 à la Convention, entre l'association nationale et les autorités compétentes.

Ces accords types visent à donner des orientations sur les instruments juridiques devant être élaborés et conclus entre les associations garantes nationales et les autorités douanières nationales, en particulier pour les pays qui envisagent d'adhérer à la Convention ou qui viennent de le faire; il s'agit également d'harmoniser l'application de la Convention au niveau national. Les accords types indiquent les droits et les obligations des autorités compétentes et des associations nationales, tels qu'ils sont prévus à l'article 6 et à l'annexe 9 de la Convention.

Le Comité de gestion souhaitera peut-être examiner et approuver les accords types élaborés par la TIRExB et figurant dans le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/7-TRANS/WP.30/2001/14.

**iii) Introduction de nouveaux formulaires du carnet TIR**

À sa dixième session, la TIRExB a été informée qu'en raison du remplacement, en septembre 2001, du fabricant de papier pour les carnets TIR, l'IRU serait amenée à modifier certains des éléments de sécurité des formulaires du carnet TIR. Par la même occasion, l'IRU a souhaité introduire une maquette légèrement modifiée du carnet TIR, contenant aussi de nouvelles caractéristiques antifraude pour empêcher la falsification des carnets TIR. Conformément à l'alinéa a de l'article 10 de l'annexe 8 à la Convention et au mandat de la TIRExB, la Commission a approuvé la maquette révisée d'un nouveau formulaire du carnet TIR, qui ne porte pas atteinte aux dispositions juridiques de la Convention.

Comme l'IRU, la TIRExB a estimé qu'étant donné que les caractéristiques antifraude seraient inévitablement modifiées en septembre 2001, la nouvelle maquette du carnet TIR devrait être introduite en même temps, peut-être le 30 septembre 2001. Pour ne pas créer de confusion parmi les douaniers, la Commission a demandé a) à l'IRU de fournir aux autorités douanières de toutes les Parties contractantes utilisant la procédure TIR un certain nombre d'échantillons de carnets TIR bien avant l'introduction de la nouvelle maquette et b) au secrétariat TIR de distribuer aux Parties contractantes des descriptions détaillées des maquettes actuelles et nouvelles du carnet TIR, y compris les caractéristiques antifraude.

Le Comité souhaitera peut-être recevoir des informations sur l'introduction des nouveaux formulaires du carnet TIR. L'IRU et le secrétariat TIR transmettront aux associations nationales et aux autorités douanières concernées des informations détaillées sur les caractéristiques spéciales des nouveaux formulaires du carnet TIR. Des informations pertinentes seront également disponibles dès la mi-septembre sur le site Web TIR ([www.unece.org/trans/new\\_tir/welctir.htm](http://www.unece.org/trans/new_tir/welctir.htm)).

iv) **Numéro d'identification du titulaire d'un carnet TIR et accès à la Banque de données internationale TIR**

La TIRExB est notamment chargée de la coordination et de l'échange de renseignements et d'autres informations entre les autorités compétentes des Parties contractantes ainsi qu'entre celles-ci, les associations nationales et les organisations internationales. À cette fin, la TIRExB a été chargée de créer et de tenir une banque de données internationale sur les titulaires agréés du carnet TIR, dont l'accès est ouvert à toutes les Parties contractantes. Cette banque de données, gérée par le secrétariat TIR, contient aujourd'hui des renseignements sur plus de 32 000 personnes autorisées à utiliser le régime TIR.

À la suite de l'adoption, le 20 octobre 2000, de la recommandation du Comité de gestion sur l'inscription dans le carnet TIR d'un numéro d'identification du titulaire et du commencement de son application générale le 1<sup>er</sup> avril 2001, la TIRExB a décidé, à sa dixième session, de permettre un accès autonome aux informations figurant dans la banque de données internationale TIR.

Dans un premier temps, l'accès à la banque de données est limité aux seuls points de contact TIR autorisés, c'est-à-dire les douaniers enregistrés auprès du secrétariat TIR et chargés des contacts entre les autorités douanières, le secrétariat TIR, les associations nationales et l'IRU en ce qui concerne l'application de la procédure TIR. Les points de contact peuvent obtenir des informations générales sur les titulaires agréés du carnet TIR (numéro d'identification du titulaire, nom de la ou des personnes/raison sociale de l'entreprise, adresse professionnelle, nom et numéro de téléphone, de télécopie et/ou adresse électronique du point de contact de la ou des personnes/de l'entreprise). Les données ainsi fournies visent à faciliter les procédures d'enquête menées par les autorités douanières après qu'une procédure TIR est terminée. Par la suite, on envisagera un accès plus large, éventuellement en ligne, à la banque de données internationale TIR.

Conformément à cette décision de la TIRExB, le secrétariat TIR a communiqué aux points de contact TIR, fin juin 2001, des informations détaillées sur les procédures d'accès à la banque de données internationale TIR ainsi qu'un formulaire type de demande de données.

Comme demandé par la TIRExB, le Comité de gestion souhaitera peut-être examiner et approuver la démarche suivie par la TIRExB pour autoriser l'accès à la banque de données internationale TIR, mais uniquement en tant que première étape des procédures d'enquête. Pour faciliter le débat, le secrétariat TIR a établi le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/13, qui donne des informations sur le mandat juridique et les questions à examiner à cet égard.

v) **Bureaux de douane agréés pour des opérations TIR**

Dans le cadre de son mandat, la TIRExB a étudié les moyens de mettre en place et de tenir une banque de données internationale sur les bureaux de douane agréés pour l'exécution d'opérations TIR, dont l'accès en ligne est autorisé pour toutes les parties intéressées. Si la publication de la liste des bureaux de douane agréés constitue une obligation pour toutes les Parties contractantes conformément à l'article 45 de la Convention, il est souvent difficile pour le secteur des transports d'obtenir de telles informations, en particulier en dehors du pays concerné.



Pour aider à l'adoption d'une décision rationnelle sur cette question, le secrétariat TIR a réalisé, à la demande de la TIRExB, une enquête parmi les Parties contractantes. Sur la base des résultats de cette enquête, la TIRExB a, à sa dixième session, proposé que, dans un premier temps, le secrétariat TIR crée un site Web international avec des liens vers les sites douaniers qui fournissent une telle information. Par la suite, les renseignements complémentaires disponibles au secrétariat TIR pourraient être ajoutés sur la base d'éléments de données normalisés.

Le Comité de gestion souhaitera peut-être examiner cette question en s'appuyant sur un document établi par le Secrétaire TIR (TRANS/WP.30/AC.2/2001/12).

**vi) Ateliers et séminaires nationaux et régionaux TIR**

Conformément à leur mandat, la TIRExB et le secrétariat TIR ont organisé, en collaboration avec l'Administration fédérale des douanes de Yougoslavie, un Séminaire national de formation TIR à l'intention des responsables et des hauts fonctionnaires des douanes. Ce Séminaire, tenu à Belgrade les 25 et 26 juillet 2001, avait pour objectif de préparer le rétablissement du régime TIR en Yougoslavie à partir d'octobre 2001.

Étant donné les résultats positifs du Séminaire régional organisé à Amman (Jordanie) en novembre 2000 à l'intention des pays du Moyen-Orient et conformément aux vues exprimées par le Comité de gestion à sa trentième session (TRANS/WP.30/AC.2/61, par. 20 et 21), la TIRExB et le secrétariat TIR organiseront à Bakou (Azerbaïdjan), les 2 et 3 octobre 2001, un deuxième Séminaire régional à l'intention des pays de la région d'Asie centrale, du Transcaucase et de la mer Noire.

Le Comité de gestion sera informé en détail de ces événements.

**vii) Renseignements communiqués par le Secrétaire TIR**

Suite aux délibérations du Comité de gestion, à sa trentième session, sur les activités du Secrétaire TIR (TRANS/WP.30/AC.2/61, par. 16) et comme demandé par la TIRExB à sa dixième session, le Secrétaire TIR a établi un rapport succinct sur ses activités, pour examen par le Comité de gestion (TRANS/WP.30/AC.2/2001/8).

**b) Administration de la TIRExB**

**i) Approbation des comptes de clôture de l'exercice 2000**

À sa session de printemps, le Comité de gestion a été informé que les comptes de clôture de la TIRExB pour l'exercice 2000 n'avaient pas encore été établis par les services financiers compétents de l'ONU. Il a donc décidé, comme par le passé, d'approuver officiellement les comptes de clôture pour l'exercice 2000 à sa session d'octobre 2001 (TRANS/WP.30/AC.2/61, par. 24).

Le Comité de gestion souhaitera peut-être approuver officiellement les comptes de clôture de la TIRExB pour l'exercice 2000, tels qu'ils figurent dans le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/9.

**ii) Budget de la TIRExB et du secrétariat TIR pour l'exercice 2001**

Conformément au paragraphe 4 de l'article 11 de l'annexe 8 à la Convention, la TIRExB soumet au Comité de gestion ses comptes vérifiés au moins une fois par an ou à la demande du Comité. En outre, l'accord conclu pour l'exercice 2000 entre l'IRU et la CEE-ONU concernant le transfert de ressources au Fonds d'affectation spéciale TIR, créé par la CEE-ONU en application de la décision du Comité de gestion (TRANS/WP.30/AC.2/55, par. 31), prévoit la présentation d'un rapport annuel à l'IRU (TRANS/WP.30/AC.2/2000/2).

Étant donné que l'exercice budgétaire se termine seulement le 31 décembre 2001, on ne dispose pas encore des états financiers indiquant les fonds reçus et les dépenses effectuées pour la TIRExB en 2001, conformément aux procédures de vérification interne et externe des Nations Unies.

Toutefois, afin d'entourer le fonctionnement et le financement de la TIRExB et du secrétariat TIR de toute la transparence voulue, il est fourni dans le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/10 un tableau général de la situation financière de la TIRExB et du secrétariat TIR au 31 juillet 2001.

Il est prévu de présenter les comptes complets et définitifs pour l'exercice 2001 au Comité de gestion, pour approbation, à sa session de printemps devant se tenir en février 2002.

**iii) Projet de budget et plan des dépenses de la TIRExB et du secrétariat TIR pour l'exercice 2002**

Conformément à l'article 13 de l'annexe 8 de la Convention, la TIRExB a élaboré un projet de budget et un plan des dépenses pour son fonctionnement durant l'exercice 2002. Ce projet de budget et ce plan des dépenses, publiés sous la cote TRANS/WP.30/AC.2/2001/11, doivent être définitivement mis au point et adoptés par la TIRExB à sa onzième session (18 et 19 octobre 2001). Les éventuelles modifications arrêtées par la TIRExB au cours de cette session feront l'objet d'un rectificatif au document susmentionné.

Le projet de budget et le plan des dépenses pour l'exercice 2002 diffèrent du budget et du plan des dépenses approuvés pour l'exercice 2001 (TRANS/WP.30/AC.2/2000/11 et Corr.1) en ce sens qu'il est prévu, pour l'exercice 2002, de renforcer les effectifs actuels du secrétariat TIR grâce au recrutement d'un informaticien/programmeur. Celui-ci aura pour tâche de mettre au point, d'installer et de gérer, en collaboration avec l'expert en EDI actuellement en poste à la CEE-ONU, un accès en ligne à la Banque de données internationale TIR ainsi que d'installer et de gérer un réseau local visant à rationaliser les travaux du secrétariat TIR.

Le nombre des experts douaniers et des administrateurs ainsi que des agents des services généraux qui constituent habituellement le secrétariat TIR, y compris le Secrétaire TIR, dont les postes sont financés à partir du budget ordinaire de la CEE-ONU, restera inchangé.

Le montant du droit qui sera prélevé en conséquence sur chaque carnet TIR et les modalités de recouvrement seront indiqués en annexe à l'accord entre la CEE-ONU et l'IRU, qui sera présenté au Comité de gestion pour approbation à sa session du printemps 2002 (voir le point 5 de l'ordre du jour).

Le Comité de gestion souhaitera peut-être approuver le projet de budget et le plan des dépenses de la TIRExB et du secrétariat TIR pour l'exercice 2002, tels qu'ils figurent dans le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/11.

**iv) Autres sources possibles de financement de la TIRExB et du secrétariat TIR à compter de l'année 2003**

Le Comité de gestion se souviendra peut-être qu'à ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions, il avait décidé de proroger les dispositions financières initiales de la TIRExB et du secrétariat TIR, conformément à l'article 13 de l'annexe 8 de la Convention, et de s'efforcer d'inclure les dépenses de fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR dans le budget ordinaire des Nations Unies à compter de l'année 2003 (TRANS/WP.30/AC.2/59, par. 36; TRANS/WP.30/AC.2/57, par. 23 à 25).

Des renseignements plus détaillés sur les procédures requises seront fournis, le cas échéant, par le secrétariat de la CEE-ONU au cours de la session.

**4. HABILITATION À IMPRIMER ET À DÉLIVRER DES CARNETS TIR EN 2002**

Conformément à l'alinéa *b* de l'article 10 de l'annexe 8 de la Convention, la TIRExB supervise et centralise l'impression des carnets TIR et leur délivrance aux associations, fonction qui peut être exécutée par une organisation internationale agréée, à laquelle il est fait référence à l'article 6 de la Convention. À sa vingt-sixième session, le Comité de gestion a arrêté la procédure et les conditions suivantes:

À ses sessions de printemps annuelles, il habilitera une organisation internationale à centraliser l'impression et la délivrance des carnets TIR de l'année suivante, conformément à l'alinéa *b* de l'article 10 de l'annexe 8 de la Convention, à condition que:

a) L'organisation internationale en question ait déclaré par écrit accepter cette habilitation dans les 30 jours suivant la décision du Comité de gestion;

b) Sur la base des décisions pertinentes prises par le Comité de gestion à sa session d'automne annuelle (adoption du budget de la TIRExB et du secrétariat TIR, etc.), le transfert de fonds requis conformément à l'article 13 de l'annexe 8 de la Convention ait été effectué par l'organisation internationale habilitée avant le 15 novembre de chaque année pour le fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR pendant l'année suivante (TRANS/WP.30/AC.2/53, par. 20).

Conformément à cette décision, le Comité de gestion, à sa session de printemps de 2000, a autorisé l'IRU à centraliser l'impression et la délivrance des carnets TIR pour une période de cinq ans à compter de 2001 et à financer le fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR aussi longtemps que ces dépenses ne seront pas prises en charge par le budget ordinaire de l'ONU (TRANS/WP.30/AC.2/57, par. 29).

Dans une communication de son Secrétaire général datée du 22 mars 2000, l'IRU a déclaré accepter l'autorisation que lui a donnée le Comité de gestion de centraliser l'impression et la délivrance des carnets TIR pour une période de cinq ans (2001-2005). Par conséquent,

aussi longtemps que les conditions susmentionnées sont remplies, l'IRU sera autorisée à imprimer et à distribuer des carnets TIR pendant l'année 2002.

Le Comité de gestion souhaitera peut-être prendre note de cette information et la confirmer.

## **5. AUTORISATION DE CONCLURE UN ACCORD ENTRE LA CEE-ONU ET L'IRU**

Conformément à la décision prise à sa vingt-quatrième session au sujet des modalités de prélèvement d'un droit sur les carnets TIR en vue de financer le fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR (TRANS/WP.30/AC.2/49, par. 31 ii), le Comité de gestion souhaitera peut-être autoriser le secrétariat de la CEE-ONU à négocier avec l'IRU les arrangements nécessaires au transfert de fonds a) conformément à l'article 13 de l'annexe 8 à la Convention, b) sur la base du budget de la TIRExB et du secrétariat TIR adopté pour l'exercice 2002 (TRANS/WP.30/AC.2/2001/11, et c) selon les conditions susmentionnées relatives à l'habilitation d'une organisation internationale à centraliser l'impression et la délivrance des carnets TIR (TRANS/WP.30/AC.2/57, par. 29).

Cet accord CEE-ONU/IRU sera soumis au Comité de gestion, pour approbation, à sa prochaine session du printemps 2002.

## **6. RÉVISION DE LA CONVENTION**

### **a) Mise en œuvre de la phase I du processus de révision TIR**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être poursuivre son échange de vues sur les difficultés qui peuvent découler de l'application des dispositions qui sont entrées en vigueur au titre de la phase I du processus de révision TIR. Les amendements pertinents étaient entrés en vigueur le 17 février 1999 et le texte de ces dispositions figure dans le document ECE/TRANS/17/Amend.19/Rev.1.

Le Comité de gestion souhaitera peut-être réaffirmer que les Parties contractantes sont censées respecter intégralement les dispositions de la Convention révisée. Les Parties contractantes doivent également communiquer à la TIRExB, dans les délais impartis, les renseignements ci-après (voir également le document TRANS/WP.30/AC.2/2000/5):

- a) Une copie certifiée de l'accord écrit ou de tout instrument juridique entre les autorités compétentes (service des douanes) et l'association nationale ainsi que toute modification audit accord ou instrument;
- b) Une copie certifiée du contrat d'assurance ou de garantie financière ainsi que de toute modification audit contrat;
- c) Une copie du certificat d'assurance soumis à un renouvellement annuel;
- d) Les renseignements concernant toute personne habilitée à utiliser des carnets TIR;

e) Une liste complète de toutes les personnes habilitées à utiliser des carnets TIR au 31 décembre de chaque année.

Le Comité de gestion souhaitera également peut-être souligner une fois de plus qu'il était très important, conformément au paragraphe 2 de l'article 38 et l'article 42 *bis* de la Convention, d'informer immédiatement la TIRExB de toute exclusion du bénéfice des dispositions de la Convention et de toute mesure nationale de contrôle qu'envisagent de prendre les autorités nationales compétentes.

À cet égard, le Comité de gestion souhaitera également peut-être être informé des activités que le Secrétaire TIR a entreprises pour améliorer le fonctionnement du système électronique dit «SAFETIR» géré par l'IRU en vertu de l'article 42 *bis* de la Convention.

**b) Propositions d'amendement dans le cadre de la phase II du processus de révision TIR**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être rappeler qu'à sa vingt-neuvième session il avait adopté l'ensemble des propositions d'amendement qui avaient été élaborées par le Groupe de travail CEE-ONU des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) dans le cadre de la phase II du processus de révision TIR. Ces propositions d'amendement figurent à l'annexe 3 du rapport sur sa vingt-neuvième session et les commentaires y relatifs à l'annexe 5 (TRANS/WP.30/AC.2/59, par. 46).

Des renseignements détaillés sur le statut juridique des propositions d'amendement sont fournis au titre du point 2 de l'ordre du jour. Le Comité de gestion souhaitera peut-être avoir un échange de vues sur les procédures nationales requises ainsi que sur les éventuelles difficultés d'application des amendements.

**c) Préparation de la phase III du processus de révision TIR**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être rappeler qu'à sa trentième session, il était convenu que les activités menées au titre de la phase III du processus de révision TIR devraient être réparties entre les priorités à court terme (révision du carnet TIR, augmentation du nombre de lieux de chargement et de déchargement, etc.) et les priorités à long terme (utilisation des nouvelles technologies, etc.) (TRANS/WP.30/AC.2/61, par. 42 et 43).

Le Comité de gestion sera informé des progrès réalisés sur ces questions au sein du Groupe de travail de la CEE-ONU (TRANS/WP.30/196, par. 34 à 49) et au sein de ses groupes spéciaux d'experts sur l'informatisation des procédures TIR (TRANS/WP.30/2001/13). Le Comité de gestion souhaitera peut-être donner des orientations sur la démarche et les méthodes de travail devant être adoptées pour trouver des solutions concrètes en temps opportun.

## **7. AUTRES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT À LA CONVENTION**

**a) Projet d'amendement à l'article 26**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être examiner une proposition d'amendement au paragraphe 1 de l'article 26 de la Convention, apportant des précisions sur les procédures à appliquer dans tel ou tel pays suivant la suspension d'une procédure TIR dans un autre pays. Il souhaitera peut-être également examiner un commentaire sur l'application de cet article à

l'égard des Parties contractantes où il n'existe aucune association garante agréée. Les propositions correspondantes du secrétariat figurent dans le document TRANS/WP.30/AC.2/2001/14.

Le Groupe de travail de la CEE-ONU (WP.30) a examiné cette question à plusieurs de ses sessions, sur la base de documents présentés par la Hongrie et la Communauté européenne. Les informations de base pertinentes figurent dans les documents ci-après: TRANS/WP.30/194, par. 56 à 58; TRANS/WP.30/2001/1; TRANS/WP.30/190, par. 52; TRANS/WP.30/2000/15; TRANS/WP.30/2000/7; TRANS/WP.30/188, par. 58; TRANS/WP.30/186, par. 70.

**b) Autres propositions d'amendement**

À ce jour, le secrétariat de la CEE-ONU n'a reçu aucune autre proposition d'amendement à la Convention. Toute proposition éventuellement soumise en temps opportun et avant la session fera l'objet d'une distribution.

**8. APPLICATION DE LA CONVENTION**

**Commentaires adoptés par le Groupe de travail CEE-ONU des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30)**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être examiner les commentaires ci-après, qui ont été élaborés et adoptés par le WP.30 à ses quatre-vingt-dix-septième et quatre-vingt-dix-huitième sessions. Ces commentaires portent sur l'article 23 de la Convention relatif à l'utilisation d'escortes (TRANS/WP.30/194, par. 62 à 64) et sur les articles 5 et 46 de la Convention relatifs aux possibilités de contrôle aux bureaux de douane de passage à la demande des opérateurs de transport (TRANS/WP.30/196, par. 66 et 67).

Ces commentaires, qui seront incorporés dans le Manuel TIR, figurent à l'annexe 2 au présent ordre du jour; ils sont soumis au Comité de gestion, pour approbation.

**9. MANUEL TIR**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être noter que le Manuel TIR publié par les secrétariats CEE-ONU et TIR en octobre 1999 était une version mise à jour pour tenir compte des faits nouveaux, des commentaires récemment adoptés, des recommandations modifiées, etc. Le Manuel contient les derniers amendements à la Convention ainsi que tous les commentaires pertinents adoptés par le WP.30 et le Comité de gestion. Il en existe des versions cartonnées en allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, italien et russe. Des versions dans d'autres langues figurent sur le site Web TIR. Un nombre limité d'exemplaires peuvent être obtenus gratuitement auprès des secrétariats CEE-ONU ou TIR.

Une version mise à jour du Manuel sera distribuée au cours de la session.

**10. SITE WEB TIR ([www.unece.org/trans/new\\_tir/welctir.htm](http://www.unece.org/trans/new_tir/welctir.htm))**

La configuration et le contenu du site Web TIR de la CEE-ONU ont été modifiés pour une plus grande facilité d'emploi. Outre les nombreuses versions linguistiques du Manuel TIR, le site contient des renseignements à jour sur l'administration et l'application de la Convention TIR.

On y trouve également les dernières informations sur les interprétations juridiques de la Convention TIR, les notifications dépositaires et les mesures nationales et internationales de contrôle adoptées par les autorités douanières, le Comité de gestion TIR et la TIRExB. Il contient en outre des renseignements détaillés sur l'ensemble des points de contact TIR qu'il est possible de consulter au sujet des questions relatives à l'application de la Convention au niveau national.

Le site contient également tous les documents et rapports publiés dans le cadre des sessions du Comité de gestion et du WP.30. Ces documents peuvent être consultés ou téléchargés (format PDF) en anglais, français et russe.

## **11. QUESTIONS DIVERSES**

### **a) Dates de la prochaine session**

Conformément aux décisions du Comité de gestion (TRANS/WP.30/AC.2/57, par. 44; TRANS/WP.30/AC.2/53, par. 44), le secrétariat de la CEE-ONU a pris les dispositions nécessaires pour que la prochaine session de printemps du Comité de gestion se tienne les 14 et 15 février 2002.

Le Comité de gestion souhaitera peut-être confirmer les dates de sa trente-deuxième session.

### **b) Restrictions à la distribution des documents**

Le Comité de gestion souhaitera peut-être décider s'il y a lieu d'appliquer des restrictions à la distribution des documents publiés à l'occasion de la session en cours.

## **12. ADOPTION DU RAPPORT**

Conformément à l'article 7 de l'annexe 8 à la Convention, le Comité de gestion adoptera le rapport sur sa trente et unième session sur la base d'un projet établi par le secrétariat. Étant donné les contraintes financières liées aux services de traduction, il ne sera pas possible d'adopter dans toutes les langues de travail certaines parties du rapport final.

---

**Annexe 1****Parties contractantes**

Afghanistan  
Albanie  
Algérie  
Allemagne  
Arménie  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Biélorus  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Canada  
Chili  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
États-Unis d'Amérique  
Ex-République yougoslave  
de Macédoine  
Fédération de Russie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Grèce  
Hongrie  
Indonésie  
Iran (République islamique d')  
Irlande  
Israël  
Italie  
Jordanie  
Kirghizistan  
Koweït  
Lettonie  
Liban  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte

**Pays avec lesquels peut être établie une  
opération de transit TIR**

-  
Albanie  
-  
Allemagne  
-  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Biélorus  
Belgique  
-  
Bulgarie  
-  
-  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
-  
Ex-République yougoslave  
de Macédoine  
Fédération de Russie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Grèce  
Hongrie  
-  
Iran (République islamique d')  
Irlande  
Israël  
Italie  
Jordanie  
Kirghizistan  
Koweït  
Lettonie  
Liban  
Lituanie  
Luxembourg  
-



Parties contractantes

Maroc  
Norvège  
Ouzbékistan  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République arabe syrienne  
République de Corée  
République de Moldova  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Tadjikistan  
Tunisie  
Turkménistan  
Turquie  
Ukraine  
Uruguay  
Yougoslavie

Communauté européenne

Pays avec lesquels peut être établie une  
opération de transit TIR

Maroc  
Norvège  
Ouzbékistan  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République arabe syrienne  
-  
République de Moldova  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
-  
Tunisie  
-  
Turquie  
Ukraine  
-  
-

---

**Annexe 2**

**MANUEL TIR**

**Commentaires**

**adoptés par le Groupe de travail CEE-ONU des problèmes douaniers**  
**intéressant les transports (WP.30) et soumis au Comité**  
**de gestion TIR pour approbation**

Commentaire à l'article 23: Escorte de véhicules routiers

Ajouter, à la fin du commentaire, la phrase suivante:

*«...Dans de tels cas, et en particulier si aucune preuve écrite n'est donnée au transporteur, il est recommandé aux autorités douanières, à la demande du transporteur, d'inscrire sur la souche n° 1 du carnet TIR, sous la rubrique 5 "Divers", le mot "Escorte", suivi d'une brève indication des raisons qui ont amené à demander une telle escorte.» [TRANS/WP.30/AC.2/63, ...; TRANS/WP.30/194, par. 61]*

Commentaire au paragraphe 2 de l'article 5

*«Visites des marchandises aux bureaux de passage ou contrôles par sondage effectués à la demande expresse du transporteur.*

*Les cas exceptionnels mentionnés au paragraphe 2 de l'article 5 incluent les cas où les autorités douanières procèdent à un contrôle soit à un bureau de passage, soit en cours de voyage, à la demande expresse des transporteurs qui soupçonnent une irrégularité durant l'opération de transport TIR. Dans une telle situation, les autorités douanières ne doivent pas refuser d'effectuer le contrôle, à moins que cette demande ne leur semble injustifiée.*

*Si les autorités douanières procèdent à un contrôle sur demande du transporteur, les coûts en sont supportés par ce dernier, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 46 et du commentaire y relatif, de même que tous les autres coûts qui pourraient découler de ce contrôle.» [TRANS/WP.30/AC.2/63, ...; TRANS/WP.30/196, annexe 3]*

Commentaire au paragraphe 1 de l'article 46

*«Frais occasionnés par l'intervention des douanes à la demande du transporteur*

*Tous les frais occasionnés par l'intervention des douanes à la demande du transporteur, comme stipulé dans le commentaire à l'article 5 de la Convention TIR, seront à la charge de ce dernier.» [TRANS/WP.30/AC.2/63, ...; TRANS/WP.30/196, annexe 3]*



UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

**Conference Registration Form**  
***Please Print***

Title of the Conference \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Delegation/Participant of Country, Organization or Agency  
\_\_\_\_\_

**Participant**

Mr. ☐ Family Name \_\_\_\_\_ First Name \_\_\_\_\_  
Mrs. ☐ \_\_\_\_\_  
Ms. ☐ \_\_\_\_\_

**Participation Category**

Head of Delegation Member <input type="checkbox"/>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">Are you a based in Geneva as a representative of your permanent mission ?. YES NO (delete non applicable)</div>	Observer Organization <input type="checkbox"/>
Delegation Member <input type="checkbox"/>		NGO (ECOSOC Accred.) <input type="checkbox"/>
Observer Country <input type="checkbox"/>		Other (Please Specify Below) <input type="checkbox"/>
...		

**Participating From / Until**

From \_\_\_\_\_ Until \_\_\_\_\_

Document Language Preference English ☐ French ☐ Other \_\_\_\_\_

Official Occupation (in own country) _____	Passport or ID Number _____	Valid Until _____
---	--------------------------------	----------------------

Official Telephone N°. _____	Fax N°. _____	E-mail Address _____
---------------------------------	------------------	-------------------------

**Permanent Official Address**

\_\_\_\_\_

**Address in Geneva**

\_\_\_\_\_

Accompanied by Spouse Yes ☐ No ☐

Family Name (Spouse) \_\_\_\_\_ First Name (Spouse) \_\_\_\_\_

**On Issue of ID Card**

Participant Signature

\_\_\_\_\_

Spouse Signature

\_\_\_\_\_

Date

\_\_\_\_\_

Participant  
photograph if form is  
sent in advance of the  
conference date.

Please PRINT your  
name on the reverse  
side of the  
photograph

Spouse photograph  
if form is sent in  
advance of the  
conference date.

Please PRINT your  
name on the reverse  
side of the  
photograph

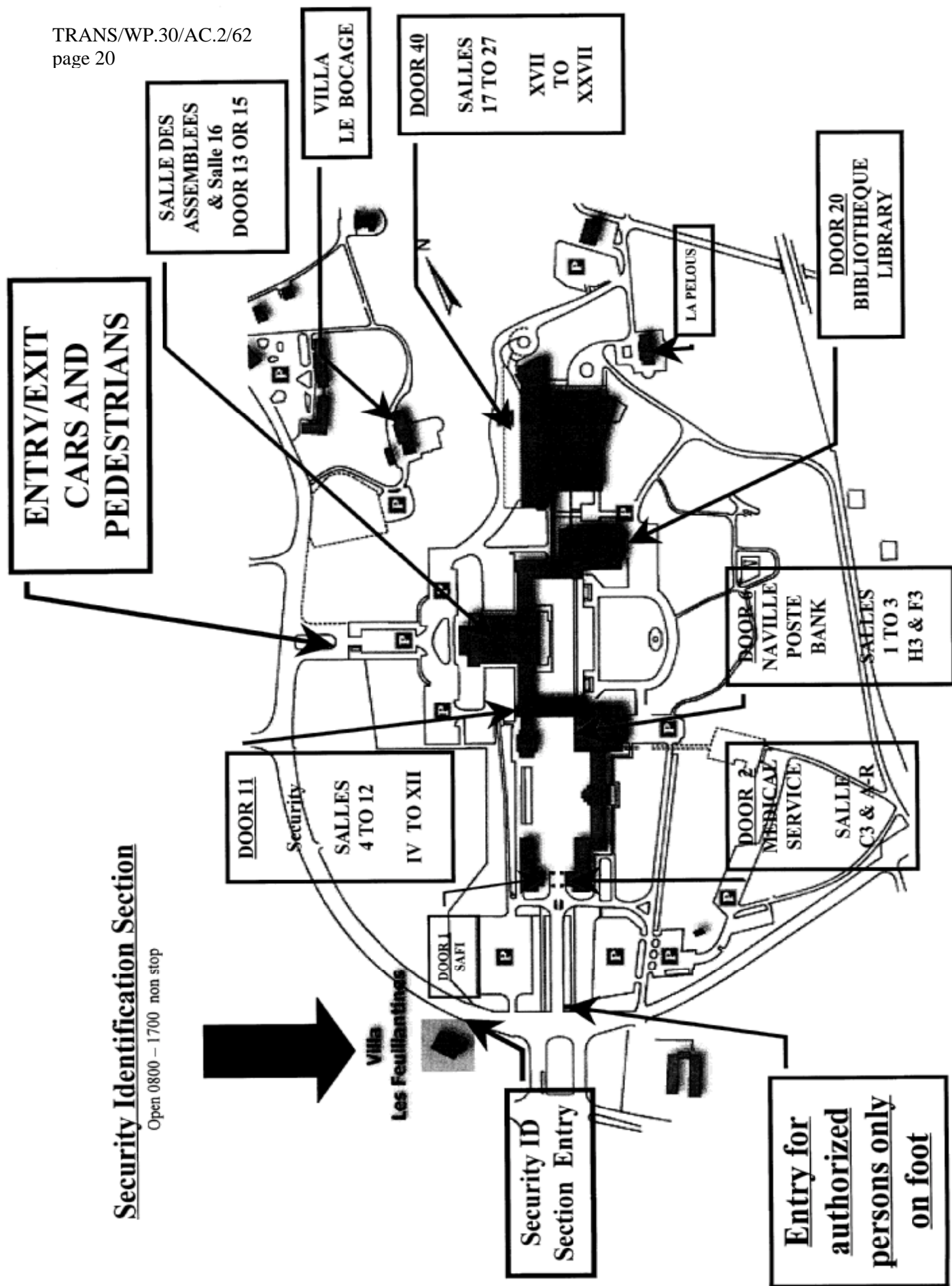
**Security Use Only**

Card N°. Issued

\_\_\_\_\_

Initials, UN Official

\_\_\_\_\_



## Security Identification Section

Open 0800 – 1700 non stop